

## La fin de la « République irréprochable »

C'était il y a un an. On allait « changer le monde », en finir avec une classe politique et ses méthodes d'un autre temps, celui, bien-sûr, des arrangements, des copinages, des demi-mesures et de l'impuissance. Le « camp du bien », pour une fois, l'emportait sur le « camp du mal », les « progressistes » sur les « arriérés »<sup>1</sup>. Le rassemblement s'organisait dans une exaltation juvénile : socialistes humiliés par le quinquennat de François Hollande, électeurs de droite ulcérés par l'affaire Fillon, cortège des éternels indécis et des opportunistes pour lesquels l'expression - fétiche « en même temps » permet d'éviter, sans courage, les inévitables conflits politiques en démocratie.

Emmanuel Macron avait pourtant tout pour déplaire : concepteur de la politique économique désastreuse de François Hollande, traître de son mentor, inspecteur des finances cornaqué par Jacques Attali et Alain Minc, banquier d'affaires...

Le doucereux candidat au sourire d'angelot a rapidement démontré son aversion de la démocratie française ; dans le mépris d'abord des députés : des candidats choisis sur CV, signant au mépris de la Constitution<sup>2</sup> l'engagement de voter tous les textes du gouvernement, dépourvus pour la plupart de toute expérience et de racines locales et culturelles : le prix d'une majorité docile, fût-elle incompétente.

Dans l'organisation de son gouvernement, ensuite : trois ou quatre ministres expérimentés et pour le reste des techniciens. Très vite, les principes de la « République irréprochable » allaient être balayés par les scandales, avec les démissions des ministres François Bayrou, Sylvie Goulard, Marielle de Sarnez et Richard Ferrand.

On vient de découvrir que la ministre de la Culture nageait en plein conflit d'intérêt en restant propriétaire de sa maison d'édition Actes Sud. Tout comme la ministre de Santé, dont le mari doit être reconduit à la présidence de l'INSERM.

Entre temps on avait connu un député « En Marche » cogneur, une autre qui vendait auprès de ses électeurs des visites de l'Assemblée nationale, une autre encore, ancienne cartomancienne, en délicatesse avec le fisc, qui n'acceptait pas les chèques, une présidente de la Commission des lois ignorant qu'on ne votait pas les décrets (!), et récemment le député Thierry Solère empêtré dans de multiples affaires fiscales et placé en garde à vue.

Et puis vint l'affaire Benalla.

L'homme agresse des manifestants du 1<sup>er</sup> mai, dont une femme, puis fait récupérer par des fonctionnaires de police les images vidéo de la préfecture de police, s'affuble d'un casque de policier, donne des instructions aux forces de l'ordre, s'attelle à la création d'un groupe spécialisé du GSPR<sup>3</sup> de 10 hommes, choisis par lui, pour assurer la sécurité privée du couple Macron, fait accélérer la descente des Champs Elysées par nos champions du monde (10 minutes) afin qu'Emmanuel Macron les accueille à l'Élysée pour le « 20H » des télévisions, se fait attribuer une Renault Talisman (réservée aux ministres) avec le pin-pon et le chauffeur...

---

<sup>1</sup> Selon la délicate expression qu'utilisa en débat mon adversaire aux législatives, Jean Terlier, qui n'avait jamais brillé – à tout le moins - dans ses modestes fonctions de conseiller municipal d'opposition (PS) à Lavaur.

<sup>2</sup> « Tout mandat impératif est nul » selon l'article 27.

<sup>3</sup> Groupement de Sécurité de la Présidence de la République.

Il a 26 ans, s'est fait nommer lieutenant-colonel dans la réserve, allait devenir sous-préfet (âge minimum 35 ans), avait un traitement de ministre, et doté à partir du 9 juillet d'un appartement de 200 m<sup>2</sup> rénové à grands frais (180 000 €) au bord de la Seine (valeur 20 000 / 23 000 euros le m<sup>2</sup>) par le président de la République.

\*\*\*

Pourquoi tant de faveurs ? Pourquoi Emmanuel Macron a-t-il confié ces responsabilités – jusqu'aux clés de la maison de sa femme au Touquet ! – et ces faveurs à un vigile se comportant comme une petite frappe ? Autant nommer Cyril Hanouna ministre de la Culture !

Sanctionné par une simple mise à pied de 15 jours, l'Élysée a cherché d'abord à étouffer l'affaire. Allégé de ses fonctions de sécurité le 2 mai, on le retrouve pourtant aux côtés du Président le 5 mai à Rodez, puis dans le bus des champions du monde... chargé selon M. Castaner de s'occuper de leurs bagages ! On vient même d'apprendre que son traitement avait été maintenu !

Benalla aurait dû être limogé dès les révélations du journal Le Monde. On a connu M. Macron plus réactif lorsque le chef d'État-Major des Armées avait exprimé ses critiques sur le budget de la Défense lors d'une audition au Parlement.

Emmanuel Macron a choisi d'exprimer ses réactions aux seuls députés de sa majorité, faisant au passage applaudir Benalla pour les services qu'il lui avait rendu durant la campagne présidentielle. Sa dette devait-elle être honorée par les contribuables ? Les français ne méritaient-ils pas la primeur de ses réactions ?

Le ministre Castaner, chargé des Relations avec le Parlement, ne s'est pas montré durant les derniers jours ailleurs qu'à la buvette et dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Les députés LREM ont quitté les réseaux sociaux et évité soigneusement les médias : tous aux abris, dans la peur de nouvelles révélations ! Quant à la presse, elle s'est vue reprocher, par le Président de la République, un procès en règle. Il y a du Trump qui sommeille sous Macron.

Quelques rappels pour conclure : c'est le même gouvernement qui veut museler le Parlement en limitant le droit d'amendement. C'est ce même gouvernement qui avec la loi sur les « fake-news », appuyé par Google et Facebook, veut trier dans l'information ce qui ressort selon lui du vrai et du faux ! C'est ce même gouvernement qui donnait des leçons de civisme et de bon comportement aux policiers et aux gendarmes lors d'opérations de maintien de l'ordre avec des immigrés clandestins à Calais.

Mensonges, accaparement clanique de tous les pouvoirs, majorité parlementaire de zozos soumis, piétinement des élus locaux, le macronisme, né dans l'usurpation, sombre au bout d'un an dans l'autoritarisme cynique, le ridicule et l'immoralité.

La « République irréprochable », c'est fini.

Bernard CARAYON

Président de la Fédération LR du Tarn